novembre. Cinq ministres, le secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux affaires extérieures, et vingt-huit hauts fonctionnaires de dix ministères et organismes fédéraux ont été membres de la mission, au moins pendant un certain temps, constituant le groupe le plus important qui ait jamais été envoyé à l'étranger par le Gouvernement canadien. Étant donné leur nombre et le niveau de leur spécialisation, les membres de la mission ont pu avoir des entretiens sur une gamme étendue de sujets avec leurs homologues dans chaque pays. La mission ministérielle a été un témoignage incontestable de la ferme intention du Gouvernement de nouer des relations plus étroites avec nos voisins d'Amérique latine.

Au cours de la visite de la mission au Mexique, on a pris des dispositions définitives pour établir un Comité mixte Mexique, Canada de consultation bilatérale sur les questions politiques, économiques et commerciales qui intéressent les deux pays. C'est le premier comité de ce genre que le Canada ait formé avec un pays latino-américain. Cette initiative témoigne non seulement du désir du Canada d'intensifier ses relations avec les pays de l'hémisphère, mais aussi du fait que le Canada et le Mexique partagent depuis longtemps des intérêts communs à titre de pays nord-américains.

Alors que ces événements faisaient prévoir une nouvelle orientation dans les relations du Canada avec l'Amérique latine, un bon nombre d'activités ont également eu lieu pendant l'année relativement aux programmes en cours. Le Canada a continué d'être un membre actif de l'Institut panaméricain de Géographie et d'Histoire, participant à la réunion du Conseil d'administration tenue à Mexico en juillet et août, et accueillant les membres réunis à Ottawa en novembre pour discuter du rôle du Canada au sein de l'Institut. Conformément à une habitude récente, des observateurs canadiens ont assisté en octobre à une réunion spéciale des ministres de la Santé des Amériques, sous les auspices de l'Organisation panaméricaine de la Santé, et le Canada a envoyé des observateurs à plusieurs réunions du Comité exécutif de l'Alliance pour le Progrès où l'on a examiné la situation de divers pays membres. Le Canada a continué de coopérer avec les pays de l'Amérique latine aux Nations Unies et, à titre de membre, il a assisté à la douzième session du Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine, qui s'est réuni à Santiago du 23 au 25 avril. A part ces activités dans le cadre de 1'ONU et des institutions interaméricaines, une délégation de parlementaires canadiens a assisté à la cinquante-sixième Conférence interparlementaire à Lima, du 5 au 13 septembre.

Le Canada a fait un nouveau versement de 10 millions de dollars à son programme de prêts pour le développement, administré par la Banque interaméricaine de développement (BID). Depuis son établissement en 1964, on a assigné au programme une somme de 50 millions de dollars. Tous ces fonds sont déjà affectés à quinze projets. Le Gouvernement canadien continue d'aider indirectement le Service universitaire canadien outre-mer et ses activités partout dans le monde, y compris ses initiatives en Amérique latine; de plus, il parraine le Service administratif canadien outre-mer, un autre organisme privé qui offre une assistance technique aux pays en voie de développement.

Sur les 15 millions de dollars versés à la BID pour des travaux d'équipement, aux termes de l'article 21A de la Loi sur l'assurance des